

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 37.827/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 25 novembre 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution des chapitres VII, VIII et IX de l'arrêté royal du 12 mars 2003 relatif aux conditions d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire", a donné le 1^{er} décembre 2004 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996 et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

"(...). En effet, l'arrêté royal du 12 mars 2003 relatif aux conditions d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire, tel que modifié par l'arrêté royal du 11 juin 2004, constitue un arrêté-cadre qui ne transpose pas entièrement l'ensemble des dispositions du 1^{er} paquet ferroviaire (Directives 2001/12, 2001/13 et 2001/14/CE). Étant donné que cette transposition devait être entièrement réalisée pour le 15 mars 2003, il est impératif d'adopter d'urgence les mesures d'exécution de l'arrêté royal du 12 mars 2003 précité afin d'éviter toute condamnation de l'État belge pour défaut de transposition" ⁽¹⁾.

*
* *

Le Conseil d'État, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

Le projet ainsi examiné appelle les observations ci-après.

⁽¹⁾ L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que, pour satisfaire au prescrit de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la motivation de l'urgence reprise dans le préambule d'un projet d'arrêté réglementaire doit être identique à celle mentionnée dans la demande d'avis. Il convient dès lors de reproduire dans le préambule la motivation de l'urgence qui figure dans la lettre de demande d'avis.

Observations générales

Formalités préalables

1. Comme le relève la demande d'avis, la formalité d'association des gouvernements de régions, imposée par l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, n'a pas encore été menée à son terme.

Il revient à l'auteur du texte de s'assurer que tel sera bien le cas.

2. La mise en oeuvre des habilitations prévues par les articles 52, 53, § 2, et 61, de l'arrêté royal du 12 mars 2003 relatif aux conditions d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire nécessite la consultation préalable du gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire.

L'accomplissement de cette formalité préalable implique que le projet d'arrêté ait été soumis à l'avis de l'organe de gestion de la S.N.C.B., à savoir son Conseil d'administration.

Les documents joints à la demande d'avis ne permettent pas de déterminer si tel a bien été le cas. Il reviendra à l'auteur du projet de le vérifier.

Fondement légal

1. Le projet examiné se donne pour fondement légal la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable, notamment l'article 1^{er}.

L'arrêté en projet vise cependant à porter exécution aux dispositions des chapitres VII, VIII et IX de l'arrêté royal du 12 mars 2003 précité, dont le fondement légal est l'article 181 de la loi-programme du 2 août 2002, modifié par la loi du 22 décembre 2003.

Cette dernière disposition est rédigée comme suit :

"Art. 181. § 1^{er}. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres créer, abroger, compléter, modifier ou remplacer des dispositions légales, afin de prendre toutes les mesures nécessaires pour exécuter ses obligations de transposition des directives 2001/12/CE, 2001/13/CE et 2001/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001.

§ 2. Les pouvoirs accordés au Roi par le § 1^{er} expirent le 15 mars 2003.

§ 3. Le projet d'arrêté dont question au § 1^{er} de cet article est soumis à l'avis de la Section de législation du Conseil d'État.

Cet avis est publié en même temps que le rapport au Roi et l'arrêté royal y relatif.

§ 4. Les arrêtés pris en vertu du § 1^{er} cessent de produire leurs effets s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant le 16 juin 2005.

La confirmation rétroagit à la date d'entrée en vigueur des arrêtés précités.

§ 5. Après le 15 mars 2003, les arrêtés pris en vertu du § 1^{er} et confirmés conformément au § 4 ne peuvent être modifiés, complétés, remplacés ou abrogés que par une loi."

Cette disposition doit être considérée comme ayant abrogé implicitement pour la transposition des directives qu'elle vise, l'habilitation contenue dans l'article 1^{er}, de la loi du 18 février 1969 précitée. En conséquence, seul l'arrêté royal du 12 mars 2003 précité constitue avec l'article 181 de la loi-programme du 2 août 2002 précitée le fondement légal d'un arrêté ayant pour objet d'exécuter l'arrêté royal du 12 mars 2003 participant ainsi à la transposition des directives précitées. Tant que l'arrêté royal du 12 mars 2003 n'a pas été confirmé par la loi, le préambule doit contenir, au titre de son fondement légal, aussi bien l'article 181 de la loi-programme du 2 août 2002 que l'arrêté royal du 12 mars 2003.

En outre, le fait de viser une habilitation plus ancienne porte à confusion. Il conduit en effet le lecteur à se demander si le texte en projet a bien pour seul objet de mettre en oeuvre les habilitations données au Roi par les chapitres VII, VIII et IX de l'arrêté royal du 12 mars 2003, ou s'il vise, au contraire, à compléter, voire à modifier de manière indirecte, l'arrêté royal du 12 mars 2003, ce qui ne saurait être admis. L'article 181, § 5, précité dispose en effet qu'"après le 15 mars 2003, les

.../...

arrêtés pris en vertu du § 1^{er} et confirmés conformément au § 4 ne peuvent être modifiés, complétés, remplacés ou abrogés que par une loi" ⁽²⁾.

2. Les dispositions du chapitre VII de l'arrêté royal du 12 mars 2003 précité, intitulé "Document de référence du réseau", ne contiennent aucune habilitation au Roi, hormis les références faites, à l'article 49, aux habilitations prévues par les chapitres VIII et IX du même arrêté.

Au contraire, l'article 48 de l'arrêté royal du 12 mars 2003 précité modifié en dernier lieu par l'article 36, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 18 octobre 2004 portant certaines mesures de réorganisation de la Société nationale des Chemins de fer belges, prévoit que "le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire établit le document de référence de réseau".

Ainsi, les articles 48, 49, alinéa 3 et l'annexe V de l'arrêté royal du 12 mars 2003 précité excluent que le Roi puisse encore déterminer le contenu du document de référence du réseau.

Par conséquent, il convient de supprimer :

- dans l'intitulé du projet, la référence au chapitre VII de l'arrêté royal du 12 mars 2003;
- au deuxième alinéa du préambule, la référence à l'article 49 de l'arrêté royal du 12 mars 2003;
- les articles 2 à 8 formant le chapitre II du projet.

⁽²⁾ Pour être complet, il peut être noté que les pouvoirs donnés au Roi par l'article 476 de la loi-programme du 22 décembre 2003, et qui Lui permettaient de modifier - de manière limitée - l'arrêté royal du 12 mars 2003, ont expiré le 15 juin 2004.

La suite du dispositif doit, en outre, être revue afin d'y supprimer les dispositions déterminant le contenu du document de référence du réseau.

En revanche, les dispositions qui se limitent à renvoyer au document de référence du réseau dont le contenu est établi conformément à l'annexe V précitée, peuvent être maintenues.

Observations particulières

Préambule

L'article 61 de l'arrêté royal du 12 mars 2003 précité n'a pas été modifié, mais remplacé par l'article 34 de l'arrêté modificatif du 11 juin 2004.

L'alinéa 2 du préambule sera modifié sur ce point.

Dispositif

Article 12

L'article 12, § 1^{er}, du projet, se limite à paraphraser l'article 55, § 2, de l'arrêté royal du 12 mars 2003 précité, modifié par l'arrêté du 11 juin 2004. Les paragraphes suivants visent, pour leur part, à compléter l'article 55, de l'arrêté royal du 12 mars 2003.

Ces dispositions du projet ne peuvent se fonder sur l'habilitation donnée par l'article 52 de l'arrêté royal du 12 mars 2003, lequel dispose :

"Art. 52. Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les principes et procédures de répartition des capacités de l'infrastructure ferroviaire. Il sollicite, au préalable, l'avis du gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire."

Les précisions apportées à la notion d'accord-cadre ne peuvent, en effet, être considérées comme constituant des "principes et procédures de répartition des capacités de l'infrastructure ferroviaire" au sens de cette habilitation.

L'article 12 du projet doit, par conséquent, être omis.

Article 15

L'article 52 de l'arrêté royal du 12 mars 2003 habilite le Roi à fixer les principes et procédures de répartition des capacités de l'infrastructure ferroviaire. Il ne peut être admis de subdéléguer cette compétence au gestionnaire de réseau, comme le prévoit l'article 15, § 2, du projet. Le texte en projet est en défaut de fixer les procédures de répartition des capacités de l'infrastructure ferroviaire. Il revient à l'auteur du texte de mettre pleinement en oeuvre cette habilitation.

L'article 15, § 2, du projet, sera par ailleurs omis.

Article 16

Le paragraphe 1^{er} paraphrase l'article 54 de l'arrêté royal du 12 mars 2003 précité. Il doit être omis.

Article 17

L'article 60, § 3, alinéa 2, 3^e tiret, de l'arrêté royal du 12 mars 2003 précité, prévoit la possibilité, pour le gestionnaire de l'infrastructure, d'imposer la renonciation à un sillon sous-utilisé. Cette possibilité s'inscrit dans le cadre des mesures qu'il doit prendre après avoir déclaré "infrastructure saturée" une section de l'infrastructure qu'il gère.

L'extension de cette possibilité à la suppression - ou à la suspension - du droit d'utiliser des infrastructures n'ayant pas fait l'objet d'une déclaration préalable de saturation est dépourvue de fondement légal.

Pour le surplus, l'article 60, § 3, alinéa 2, 3^e tiret, de l'arrêté royal du 12 mars 2003 précité, n'appelle pas de mesures d'exécution de nature réglementaire.

L'article 17 du projet doit, par conséquent, être omis.

Article 19

Les questions réglées par l'article en projet le sont déjà par l'article 57, § 2, de l'arrêté royal du 12 mars 2003. Il n'appartient pas à l'auteur du projet de paraphraser cette disposition et moins encore de la compléter. Par exemple, la règle selon laquelle des mesures peuvent être prises sans indemnité, ne figure pas dans l'article 57 de l'arrêté royal du 12 mars 2003.

Article 26

L'article 26, § 2, du projet, complète les dispositions du chapitre XI de l'arrêté royal du 12 mars 2003 précité, relatives aux missions de l'organe de contrôle.

En vertu de l'article 145 de la Constitution, une telle disposition ne peut être adoptée que par la loi.

La disposition doit être omise.

Articles 31 à 45 du projet

1. Les articles 31 à 45 du projet, en forment le chapitre V, intitulé "Du calcul et des modalités de paiement des redevances d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire". Ces dispositions mettent en oeuvre l'habilitation contenue dans l'article 61 de l'arrêté royal du 12 mars 2003, modifié par l'arrêté royal du 11 juin 2004, lequel dispose :

"Art. 61. Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi définit, pour l'ensemble des services ferroviaires, les principes et procédures en matière de redevance d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire, qui sont perçues par le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire.

Le Roi, au préalable, sollicite l'avis du gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire.

Ces principes et procédures en matière de redevances d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire sont mentionnées dans le document de référence du réseau.

Le système de tarification de l'infrastructure ferroviaire encourage les entreprises ferroviaires et le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, à réduire au minimum les défaillances et à améliorer les performances du réseau ferroviaire."

Il appartient à l'auteur du projet de s'assurer que le système de tarification mis en place intègre suffisamment les exigences formulées par l'article 61, alinéa 4, précité.

2. L'article 41 du projet impose le paiement de frais administratifs au candidat auquel l'attribution d'une capacité d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire est refusé.

Les dispositions du chapitre IX de l'arrêté royal du 12 mars 2003 précité ne prévoient cependant le paiement d'une redevance que dans le chef des utilisateurs de l'infrastructure, c'est-à-dire des candidats auxquels un droit d'utilisation a été accordé.

.../...

L'article 41 du projet ne trouve pas de fondement légal dans l'article 61 précité. Il doit, par conséquent, être omis.

La chambre était composée de

Madame	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Messieurs	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 37.827/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 25 november 2004 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende uitvoering van de hoofdstukken VII, VIII et IX van het koninklijk besluit van 12 maart 2003 betreffende de voorwaarden voor het gebruik van de spoorweginfrastructuur", heeft op 1 december 2004 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"(...) En effet, l'arrêté royal du 12 mars 2003 relatif aux conditions d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire, tel que modifié par l'arrêté royal du 11 juin 2004, constitue un arrêté-cadre qui ne transpose pas entièrement l'ensemble des dispositions du 1^{er} paquet ferroviaire (Directives 2001/12, 2001/13 et 2001/14/CE). Etant donné que cette transposition devait être entièrement réalisée pour le 15 mars 2003, il est impératif d'adopter d'urgence les mesures d'exécution de l'arrêté royal du 12 mars 2003 précité afin d'éviter toute condamnation de l'État belge pour défaut de transposition" ⁽³⁾.

*
* *

De Raad van State, afdeling wetgeving, beperkt zich overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Het aldus onderzochte ontwerp geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

⁽³⁾ De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat, ter voldoening aan het bepaalde in artikel 84, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, de motivering van het spoedeisende karakter vermeld in de aanhef van een ontwerp van reglementair besluit identiek moet zijn aan de motivering vervat in de adviesaanvraag. Bijgevolg moet in de aanhef de motivering van het spoedeisende karakter worden overgenomen die voorkomt in de brief met de adviesaanvraag.

Algemene opmerkingen

Voorafgaande vormvereisten

1. Zoals wordt gesteld in de adviesaanvraag, is de formaliteit van het erbij betrekken van de gewestregeringen, zoals wordt voorgeschreven bij artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, nog niet vervuld.

Het staat aan de steller van de tekst om zich ervan te vergewissen dat die formaliteit wel degelijk zal worden vervuld.

2. De uitvoering van de machtigingen voorgeschreven bij de artikelen 52, 53, § 2, en 61 van het koninklijk besluit van 12 maart 2003 betreffende de voorwaarden voor het gebruik van de spoorweginfrastructuur vereist dat vooraf de beheerder van de spoorweginfrastructuur moet worden geraadpleegd.

Het vervullen van dit voorafgaande vormvereiste houdt in dat het ontwerpbesluit om advies moet zijn voorgelegd aan het bestuursorgaan van de NMBS, te weten de raad van bestuur ervan.

Uit de stukken gevoegd bij de adviesaanvraag kan niet worden opgemaakt of dat het geval was. Het staat aan de steller van het ontwerp om zulks na te gaan.

Rechtsgrond

1. Het onderzochte ontwerp beweert gebaseerd te zijn op de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, inzonderheid op artikel 1 ervan.

Het ontwerpbesluit strekt er evenwel toe de bepalingen ten uitvoer te leggen van de hoofdstukken VII, VIII en IX van het voornoemde koninklijk besluit van 12 maart

2003, dat gebaseerd is op artikel 181 van de programmawet van 2 augustus 2002, gewijzigd bij de wet van 22 december 2003.

Deze laatste bepaling luidt als volgt :

"Art. 181. § 1. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, wetsbepalingen creëren, opheffen, aanvullen of vervangen teneinde alle maatregelen te nemen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van zijn verplichtingen tot omzetting van de richtlijnen 2001/12/EG, 2001/13/EG en 2001/14/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 26 februari 2001.

§ 2. De door § 1 aan de Koning toegekende bevoegdheden lopen ten einde op 15 maart 2003.

§ 3. Het ontwerp van besluit bedoeld in § 1 van dit artikel wordt aan het advies van de Raad van State onderworpen.

Dit advies wordt samen met het verslag aan de Koning en het koninklijk besluit waarop het betrekking heeft, bekendgemaakt.

§ 4. De besluiten genomen krachtens § 1 worden opgeheven wanneer ze niet bij wet worden bekrachtigd voor 16 juni 2005.

De bekrachtiging heeft terugwerkende kracht op de datum van de inwerkingtreding van voornoemde besluiten.

§ 5. Na 15 maart 2003 kunnen de krachtens § 1 en overeenkomstig § 4 bekrachtigde besluiten slechts door een wet worden gewijzigd, aangevuld of opgeheven."

Die bepaling moet aldus worden begrepen dat ze, voor de omzetting van de erin genoemde richtlijnen, de machtiging vervat in artikel 1 van de voornoemde wet van 18 februari 1969 impliciet heeft afgeschaft. Bijgevolg vormt alleen het voornoemde koninklijk besluit van 12 maart 2003 samen met artikel 181 van de voornoemde programmawet van 2 augustus 2002 de rechtsgrond van een besluit dat ertoe strekt het koninklijk besluit van 12 maart 2003 ten uitvoer te leggen, waarbij het aldus mede de omzetting van de voornoemde richtlijnen bewerkstelligt. Zolang het koninklijk besluit van 12 maart 2003 niet bij wet is bekrachtigd, moet de aanhef als rechtsgrond zowel artikel 181 van de programmawet van 2 augustus 2002 bevatten als het koninklijk besluit van 12 maart 2003.

Bovendien leidt het vermelden van een machtiging van een vroegere datum tot verwarring. De lezer kan zich immers afvragen of de ontworpen tekst wel alleen tot

.../...

doel heeft de machtigingen ten uitvoer te leggen die de hoofdstukken VII, VIII en IX van het koninklijk besluit van 12 maart 2003 verlenen aan de Koning, dan wel of het ontwerp integendeel ertoe strekt het koninklijk besluit van 12 maart 2003 aan te vullen of zelfs indirect te wijzigen, wat niet kan worden aanvaard. Het voornoemde artikel 181, § 5, bepaalt immers dat "na 15 maart 2003 de krachtens § 1 en overeenkomstig § 4 bekrachtigde besluiten slechts door een wet kunnen worden gewijzigd, aangevuld of opgeheven" ⁽⁴⁾.

2. De bepalingen van hoofdstuk VII van het voornoemde koninklijk besluit van 12 maart 2003, met als opschrift "Netverklaring", bevatten geen enkele machtiging aan de Koning, behoudens de verwijzingen, in artikel 49, naar de machtigingen voorgeschreven bij de hoofdstukken VIII en IX van hetzelfde besluit.

Integendeel, artikel 48 van het voornoemde koninklijk besluit van 12 maart 2003, laatstelijk gewijzigd bij artikel 36, § 1, van het koninklijk besluit van 18 oktober 2004 houdende sommige maatregelen voor de reorganisatie van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, bepaalt : "De beheerder van de spoorweginfrastructuur stelt een netverklaring op."

Aldus sluiten de artikelen 48, 49, derde lid, en bijlage V bij het voornoemde koninklijk besluit van 12 maart 2003 uit dat de Koning de inhoud van de netverklaring nog kan bepalen.

Daarom moeten vervallen :

- in het opschrift van het ontwerp, de verwijzing naar hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 12 maart 2003;
- in het tweede lid van de aanhef, de verwijzing naar artikel 49 van het koninklijk besluit van 12 maart 2003;

⁽⁴⁾ Volledigheidshalve dient te worden opgemerkt dat de bevoegdheden die artikel 476 van de programmawet van 22 december 2003 aan de Koning verleent en op grond waarvan Hij in beperkte mate het koninklijk besluit van 12 maart 2003 kon wijzigen, verstreken zijn op 15 juni 2004.

- de artikelen 2 tot 8, die hoofdstuk II van het ontwerp vormen.

Voorts moet het dispositief worden herzien, waarbij de bepalingen worden geschrapt die de inhoud van de netverklaring bepalen.

De bepalingen die zich beperken tot het verwijzen naar de netverklaring, waarvan de inhoud wordt vastgesteld overeenkomstig de voormelde bijlage V, mogen daarentegen worden gehandhaafd.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Artikel 61 van het voormelde koninklijk besluit van 12 maart 2003 is niet gewijzigd, maar vervangen bij artikel 34 van het wijzigingsbesluit van 11 juni 2004.

Het tweede lid van de aanhef moet op dat punt worden gewijzigd.

Dispositief

Artikel 12

Artikel 12 , § 1, van het ontwerp, bepaalt zich ertoe artikel 55, § 2, te parafraseren van het voormelde koninklijk besluit van 12 maart 2003, gewijzigd bij het besluit van 11 juni 2004. De daaropvolgende paragrafen strekken er van hun kant toe artikel 55 van het koninklijk besluit van 12 maart 2003 aan te vullen.

Die bepalingen van het ontwerp kunnen geen steun vinden in de machtiging die wordt verleend in artikel 52 van het koninklijk besluit van 12 maart 2003, dat als volgt luidt :

"Art. 52. Bij een in Ministerraad overlegd besluit bepaalt de Koning de beginselen en de procedures voor de toewijzing van de spoorweginfrastructuur-capaciteit. Hij vraagt vooraf het advies aan de beheerder van de spoorweginfrastructuur."

Preciseringen van het begrip kaderovereenkomst kunnen immers niet beschouwd worden als "beginselen en procedures voor de toewijzing van de spoorweg-infrastructuurcapaciteit" in de zin van die machtiging.

Artikel 12 van het ontwerp moet bijgevolg vervallen.

Artikel 15

Artikel 52 van het koninklijk besluit van 12 maart 2003 machtigt de Koning om de beginselen en procedures vast te stellen voor de toewijzing van de spoorweg-infrastructuurcapaciteit. Het overdragen van deze bevoegdheid aan de beheerder van het net, zoals in artikel 15, § 2, van het ontwerp, kan niet worden aanvaard. De ontworpen tekst verzuimt de procedures vast te stellen voor de toewijzing van de spoorweg-infrastructuurcapaciteit. Het staat aan de steller van de tekst ten volle uitvoering te geven aan deze machtiging.

Artikel 15, § 2, van het ontwerp moet daarentegen vervallen.

Artikel 16

Paragraaf 1 is een parafrase van artikel 54 van het voormelde koninklijk besluit van 2003. Hij moet vervallen.

Artikel 17

Artikel 60, § 3, tweede lid, 3^e streepje, van het voormelde koninklijk besluit van 12 maart 2003, voorziet in de mogelijkheid voor de beheerder van de infrastructuur om het inleveren van een te weinig gebruikt treinpad op te leggen. Deze mogelijkheid past in het kader van de maatregelen die hij moet nemen nadat hij verklaard heeft dat een baanvak van de infrastructuur die hij beheert "overbelast" is.

Voor uitbreiding van deze mogelijkheid tot het opheffen - of schorsen - van het recht om infrastructuur te gebruiken waaromtrent tevoren geen verklaring inzake overbelasting is gedaan, is geen rechtsgrond.

Voor het overige noopt artikel 60, § 3, tweede lid, 3^e streepje, van het voormelde koninklijk besluit van 12 maart 2003 niet tot uitvoeringsmaatregelen van verordenende aard.

Artikel 17 van het ontwerp moet bijgevolg vervallen.

Artikel 19

De bij het ontworpen artikel geregelde kwesties worden reeds geregeld in artikel 57, § 2, van het koninklijk besluit van 12 maart 2003. Het staat niet aan de steller van het ontwerp deze bepaling te parafraseren, laat staan ze aan te vullen. Zo bijvoorbeeld komt de regel volgens welke maatregelen kunnen worden genomen zonder vergoeding, niet voor in artikel 57 van het koninklijk besluit van 12 maart 2003.

Artikel 26

Artikel 26, § 2, van het ontwerp vult de bepalingen aan van hoofdstuk XI van het voormelde koninklijk besluit van 12 maart 2003 betreffende de taken van het toezichthoudende orgaan.

Krachtens artikel 145 van de Grondwet kan een zodanige bepaling alleen bij wet worden aangenomen.

De bepaling moet vervallen.

Artikelen 31 tot 45 van het ontwerp

1. De artikelen 31 tot 45 van het ontwerp vormen hoofdstuk V ervan, met als opschrift "Berekening en betalingsmodaliteiten van de gebruiksrechten voor de spoorweginfrastructuur." Deze bepalingen geven uitvoering aan de machtiging die vervat is in artikel 61 van het koninklijk besluit van 12 maart 2003, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 juni 2004, dat als volgt luidt :

"Art. 61. Bij een in Ministerraad overlegd besluit bepaalt de Koning voor het geheel van spoordiensten de principes en procedures inzake de heffingen voor het gebruik van de spoorweginfrastructuur die door de beheerder van de spoorweginfrastructuur worden geïnd.

De Koning vraagt vooraf het advies van de beheerder van de spoorweginfrastructuur.

Deze principes en procedures inzake de heffingen voor het gebruik van de spoorweginfrastructuur worden in de netverklaring opgenomen.

Het tariefsysteem voor de spoorweginfrastructuur zet de spoorwegondernemingen en de beheerder van de spoorweginfrastructuur ertoe aan de storingen tot een minimum te beperken en de prestaties van het net te verbeteren."

Het staat aan de steller van het ontwerp ervoor te zorgen dat het ingevoerde tariefsysteem voldoende plaats inruimt voor de in het voormelde artikel 61, vierde lid, geformuleerde vereisten.

2. Artikel 41 van het ontwerp stelt de betaling van administratieve kosten verplicht voor de kandidaat aan wie gebruikscapaciteit van de spoorweginfrastructuur wordt geweigerd.

De bepalingen van hoofdstuk IX van het voormelde koninklijk besluit van 12 maart 2003 voorzien evenwel alleen in de betaling van een vergoeding voor gebruikers van de infrastructuur, dit wil zeggen voor kandidaten aan wie een gebruiksrecht is toegestaan.

Artikel 41 van het ontwerp vindt geen rechtsgrond in het voormelde artikel 61. Het moet bijgevolg vervallen.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	kamervoorzitter,
de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS